

Lundi 2 octobre devant l'Assemblée nationale : Rassemblement contre l'extension des contrôles au faciès

Au nom de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement a présenté un projet de loi qui soulève de nombreuses inquiétudes du fait de la logique du soupçon qui le traverse et la montée en puissance du pouvoir administratif qu'il met en œuvre, au détriment des garanties offertes par la justice.

C'est dans ce cadre que ce projet de loi prévoit la possibilité d'opérer des contrôles d'identité aux frontières à peu près partout sur le territoire.

Que l'on habite à Paris, Aulnay, Evry, Toulouse, Lyon, Cachan, Saint-Etienne, nous serons près de 70 % de la population à vivre sur un territoire où la police pourra nous soumettre à un contrôle d'identité aux frontières !

Nous ne sommes pas naïfs : cette mesure visera avant tout les noirs, les arabes, les berbères, les asiatiques et tous ceux qui sont considérés comme des étrangers.

En fait, ce mardi 3 octobre, les députés vont voter un texte qui favorisera les contrôles d'identité au faciès.

Quel rapport avec la lutte contre le terrorisme ? Aucun !

Attachés à la lutte contre le terrorisme qui tue, qui blesse et qui produit de la peur, nous sommes tout autant attachés au refus des contrôles d'identité fondés sur la discrimination raciale.

Pour faire barrage à ce mauvais coup porté contre les valeurs de la République ;

Pour défendre nos droits fondamentaux tels que l'égalité de traitement et la liberté d'aller et de venir ;

Pour refuser l'amalgame entre terrorisme et immigration ;

Pour refuser la logique du soupçon généralisé ;

Pour refuser une mesure qui étendra la discrimination raciale ;

Nous, organisations de la société civile, appelons à un rassemblement devant l'Assemblée nationale, ce lundi 2 octobre, à partir de 18h30 (Esplanade des Invalides, à l'angle des rues de Constantine et de l'Université).

Organisations signataires :

CFDT ; Collectif Van ; CRAN ; Egalité nationale ; Emmaüs France ; FCPE93 ; FIDL ; FSU ; L'auberge des migrants ; LDH ; Ni putes ni soumises ; Syndicat des avocats de France (Saf) ; SOS Racisme ; Unef ☐